



« Un dialogue de sourds »

Des pays clés de l'OMC, notamment le Canada, la Chine, l'Inde, le Brésil, le Japon, les États-Unis et l'UE, se sont rencontrés en marge de la réunion ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui s'est tenue à Paris du 2 au 4 juin. Les rencontres avaient pour but de discuter du travail effectué à Genève relativement au programme de travail du Programme de Doha pour le développement (PDD), dont la date de remise est le 31 juillet, et des objectifs de la 10^e Conférence ministérielle (CM10) de l'OMC, qui se tiendra à Nairobi en décembre.

La présidente de la CM10, la secrétaire de cabinet des Affaires étrangères et du Commerce international du Kenya, M^{me} Amina Mohamed, a coprésidé la mini réunion ministérielle de Paris aux côtés du secrétaire parlementaire aux Affaires étrangères, du Commerce et des Investissements de l'Australie, Steve Ciobo.

Le groupe s'est entendu pour ratifier l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) afin qu'il entre en vigueur d'ici la CM10. Toutefois, la discussion sur le contenu du programme de travail s'est avérée complexe puisqu'il semble difficile d'obtenir un consensus sur cette ambitieuse question.

« Ici, les États-Unis n'ont qu'une seule question : où pouvons-nous trouver les éléments de consensus qui permettront de conclure une négociation? », a demandé l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, Michael Punke.

Il a exhorté les Membres à réajuster leurs ambitions afin de « trouver de nouveaux terrains d'entente qui, même s'ils sont loin des attentes originales, permettront du moins à l'OMC d'en arriver à une conclusion constructive pour le PDD ».

« Nous avons entendu certaines critiques à propos du processus de réajustement, principalement de la part de

ceux qui semblent croire que nous pouvons dégager un consensus sur un paquet de 2008, pour lequel il nous a clairement été impossible de faire consensus à l'époque. C'est bien pire que vivre dans le passé. C'est vivre dans un conte de fées, et ce comportement est tout à fait irresponsable. Il enlèvera toute crédibilité à l'OMC sur le plan des négociations, une crédibilité si chèrement regagnée à Bali » a ajouté M. Punke.

À l'approche de la date limite de juillet, date à laquelle une entente devra être conclue quant au programme de travail, les États-Unis désirent que les Membres de l'OMC soient réalistes à propos de ce qui peut être réalisé avant la pause d'été de l'organisation, puisqu'ils auront ainsi une bonne idée de ce à quoi ils doivent s'attendre lors de la CM10.

« Pour les États-Unis, le programme de travail doit, au minimum, fournir un aperçu clair des enjeux pour lesquels il semble réaliste de dégager un consensus au moyen de négociations cet automne, avant la rencontre de Nairobi », a expliqué M. Punke avant d'ajouter que d'une façon ou d'une autre, Nairobi sera un point tournant pour le PDD. Il s'agira de la dernière occasion de livrer un résultat significatif pour Doha, même si ce résultat est beaucoup plus modeste que nous l'avions espéré.

Liens entre l'agriculture et l'AMNA en matière d'accès aux marchés

Même si certains membres de l'OMC affirment qu'un parallélisme strict est impossible entre l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), puisque l'accès aux marchés n'est qu'un des trois piliers des négociations sur l'agriculture, il semble clair que le niveau d'ambition associé à l'agriculture donnera le ton aux négociations sur l'AMNA. Certains pays en développement continuent de se montrer réticents à s'engager pleinement dans les discussions relatives à l'AMNA en l'absence de clarté sur le niveau d'ambition dans le domaine de l'agriculture.

De plus, là où certains sont disposés à explorer de nouvelles approches visant à remplacer la formule étagée pour l'agriculture et la formule suisse pour les produits industriels, d'autres désirent maintenir le projet de modalités révisé tel quel, rendant difficile l'atteinte d'un consensus sur le programme de travail.

Toutefois, lors de la rencontre informelle du 1^{er} juin du Comité des négociations commerciales, le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a insisté sur le fait que les Membres faisaient preuve d'ouverture quant à l'exploration d'une méthodologie plus flexible pour les réductions tarifaires, particulièrement quant à une approche de moyenne tant pour l'agriculture que l'AMNA.

Ceux qui ont participé à ses consultations ont, selon lui, échangé leurs points de vue sur la réduction de la moyenne (diminution de la moyenne de la réduction globale) par rapport à l'approche de la réduction moyenne (réduction des lignes tarifaires moyenne). Bien que les Membres aient semblé s'opposer à l'idée d'une réduction de la moyenne pour l'agriculture, il semble que les Membres développés ainsi que les Membres en développement soient prêts à considérer l'idée d'une réduction des lignes tarifaires moyenne, compte tenu de la ferme opposition à imposer une réduction minimale sur chaque ligne tarifaire. Cette stratégie pourrait, selon certains Membres, permettre aux négociateurs d'abandonner complètement les dispositions sur les produits spéciaux et les produits sensibles, et puisqu'il n'y aura aucune déviation par rapport à la formule étagée de l'agriculture, une augmentation des CT ne sera plus requise.

M. Azevêdo a dit aux ministres à Paris que, bien qu'il était « encouragé par le bon niveau d'engagement » des derniers mois, il demeure néanmoins préoccupé par le fait que les progrès réalisés ne sont pas suffisants pour livrer un programme de travail important en juillet.

« Il est vital que nous agissions rapidement afin de converger si nous voulons livrer des résultats à la fois significatifs et atteignables. Je ferai tout ce que je peux pour soutenir les Membres en vue de trouver une façon d'aller de l'avant », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que les Membres ont atteint le point où une participation politique est requise.

Les dirigeants du G-7 montrent leur soutien

M. Azevêdo a livré un message similaire aux dirigeants du G-7 lors de leur Sommet au Schloss Elmau, en Allemagne, le 8 juin. Dans leur déclaration, les dirigeants disent s'être entendus pour mettre l'accent sur l'entrée en vigueur de l'AFE avant la CM10 et ont appelé à la signature d'ici la fin juillet d'un accord sur un programme de travail d'après-Bali.

Dans le communiqué émis par les dirigeants du Sommet du G-7, on note ceci : « La mise en œuvre de l'AFE et de l'accord sur le programme de travail d'après-Bali seront garants du succès de la CM10, première du genre à se tenir en Afrique. »

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada